



Rocamadour,
Le 15 Décembre 2025

ARRÊTÉ MUNICIPAL TEMPORAIRE

N°2025-107

Le Sparoutou- VC 143

**Basculement de circulation sur chaussée opposée, Circulation manuelle alternée,
Stationnement interdit**

Le Maire de la Commune de ROCAMADOUR,

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales modifiée

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le code de la route et notamment les articles R 110-1, R 110-2, R 411-5, R 411-8, R 411-18 et R 411-25 à R 411-28 ;

Vu le décret n° 86.475 du 14 mars 1986 relatif à l'exercice du pouvoir de Police en matière de circulation routière ;

Considérant la demande en date du 11 Décembre 2025 par Monsieur Cyril FOUILLOUX-ROUX, pour le compte de l'Entreprise EQUANS INEO MPLR, Agence Réseaux M.P, ZA La Féraudie - CS 60102, 46200 SOUILLAC concernant des travaux de déplacement des ouvrages réseau BT DELNAUD (Les Bégourines)- Ouverture de tranchée en bord de route, 46500 ROCAMADOUR,

ARRETE :

Article 1. À compter du **19/01/2026, pendant 2 jours sur 30 jours calendaires**, l'entreprise **EQUANS INEO MPLR** est autorisée réaliser les travaux cités ci-dessus avec les dispositions suivantes concernant la circulation sur le secteur des travaux :

- Interdiction de stationner pour les véhicules légers et les poids lourds aux abords du chantier,
- Interdiction de dépassement pour les véhicules légers et les poids lourds aux abords du chantier,
- Vitesse limitée à 30 km/h,
- Basculement de circulation sur chaussée opposée,
- Circulation manuelle alternée
- Rétrécissement de chaussée
- Empiètement possible pour le stationnement des véhicules travaux en accotement sur le domaine public.
- **La circulation sera interrompue ponctuellement le temps de la réalisation de la traversée de chaussée.**

Article 2. La circulation des usagers sera sécurisée par l'Entreprise **EQUANS INEO MPLR**

Article 3. Lors de ces travaux, l'entreprise devra restituer la propreté de lieux.



Mairie de Rocamadour

46 Couderc de la Mairie 46500 Rocamadour - Tél : 05.65.33.63.26 – E-Mail : mairie@rocamadour.com

Article 4. La signalisation réglementaire, panneaux ou piquets mobiles, et toute mesure de sécurité, seront conformes aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière et seront mises en place par l'**Entreprise EQUANS INEO MPLR**.

Article 5. Le bénéficiaire de l'autorisation doit souscrire les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

Article 6. La présente autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée, louée ou prêtée. La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable.

Article 7. Toute contravention au présent arrêté sera constatée par procès-verbaux et poursuivie conformément à la loi.

Article 8. Le présent arrêté sera affiché sur les lieux par l'**Entreprise EQUANS INEO MPLR** conformément à la réglementation en vigueur.

Article 9. M. le Commandant du groupement de gendarmerie de GRAMAT et du LOT et les Services de Gendarmerie, Mme Le Maire de ROCAMADOUR, les ASVP sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la législation en vigueur. Les contrevenants s'exposeront aux amendes prévues par la réglementation.

Article 10. Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Maire dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Conformément aux dispositions des articles R 421-1 à R 421-5 du Code de justice administrative, le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent dans le même délai. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérécours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Madame le Maire,

Dominique LENFANT

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Cet acte peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Toulouse par courrier (68, rue Raymond IV B.P.7007 31068 Toulouse Cedex 07) ou par l'application informatique « Télé recours » (<https://www.telerecours.fr/>), dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité qui l'a délivrée.